

L'IMPARTIAL

FONDE EN 1893
Le seul Journal français de l'île du Prince Edouard.

HEBDOMADAIRE, 8 PAGES.

ABONNEMENT :

Un an.....\$1.00
Six mois......50
Trois mois......30
Les abonnements sont payables d'avance.

Annonces 10 cents la ligne, 1ère insertion, 2 cents la ligne les insertions subséquentes.

Toutes communications doivent être adressées à

L'IMPARTIAL
TIGNISH, I. P. E.
L'IMPARTIAL

TIGNISH 20 AVRIL 1899

Vive Leon XIII !

La santé du St. Père s'améliore de plus en plus. Le 11 avril, il a pu célébrer la sainte messe et adresser l'auditoire. Le cardinal Rampolla, après une longue entrevue avec Sa Sainteté, fut si réjoui de son rétablissement, qu'il communiqua immédiatement la bonne nouvelle à tous les cardinaux.

Vanite des Grandeurs Humaines

L'homme orgueilleux qui carresse une ambition démesurée, qui nourrit une opinion trop avantageuse de lui-même, s'expose à essayer bien des humiliations. Peut-être, dans ces derniers temps, la vérité de cette assertion ne s'est jamais réalisée d'une manière aussi prononcée que dans les circonstances qui accompagnent la vie politique du premier ministre Farquharson. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, parmi tous les membres de l'opposition dont il faisait partie, M. Farquharson excellait sur tous les autres par ses invectives contre le gouvernement d'alors, se flattant que ses tirades d'injures lui frayeraient un chemin aux honneurs du moment qu'il y aurait un changement d'administration. Eh bien, il y a eu changement; mais malgré toutes ses invectives mal assaisonnées lancées à la figure de ses adversaires pour plaire à ses amis et pour satisfaire le désir ardent dont il brûlait d'acquiescer de la gloire et des honneurs. M. Farquharson a été ignoré. M. Peters devient premier ministre et après lui M. Warburton, et, quoiqu'il fut membre du gouvernement, sans portefeuille, M. Farquharson ne fut nullement reconnu par ses collègues, ce qui blessa tellement sa vanité, que devenant rétif il boudda et résigna. Peu après, M. Warburton abandonnant le vaisseau de l'Etat en se ramponnant à une position où il serait hors de danger, M. Farquharson revint à la charge et jura d'arriver à la position honorable le premier ministre s'il venait à se présenter. Dans ces conjonctures fatales, quoique personne n'en fut content, pourtant, plutôt que d'abandonner la barque en moyen de laquelle ils réussissaient si bien à plumer la province, les libéraux, au signal de Sir Louis, avalèrent la pilule et M. Farquharson devint le premier ministre d'une administration moribonde qui, par son extravagance et son incapacité n'avait d'autre recommandation que celle d'avoir plongé la province dans le plus déplorable état dont jamais elle ne fut témoin.

Jetons un coup d'œil impartial sur notre premier ministre maintenant arrivé à l'apogée de ses désirs. De grand apôtre de la tempérance, qu'ils se disaient, avant son élévation au poste de premier ministre, n'a-t-il pas, depuis qu'il est à la tête de cette machine qu'on daigne encore appeler le gouvernement, prêté une oreille favorable à la plus honteuse corruption qui se soit jamais vue, en favorisant un candidat, le jouet de gens de bas étage, qui inondaient de mauvais whiskey le premier district du comté de Prince, à la dernière élection partielle, pour corrompre l'électorat? N'a-t-il pas entrepris de transformer les assemblées d'agriculture en une machine politique pour s'attirer du crédit et consolider l'existence de son gouvernement despotique? Ne suit-il pas les traces de ses prédécesseurs qui ont conduit la province jusqu'au seuil de la banqueroute? Telle est une bien mince partie du bilan de l'administration Farquharson. La province est accablée sous le poids d'une si malsaine administration, et le plûtôt que les électeurs de la province prendront la résolution de se débarrasser de ce régime ruineux le meilleur ce sera pour le bien général du pays.

DISCOURS DE M. BERGERON

Suite de la 3me page.

Qui a lancé la question des écoles; ce fut, d'abord en 1889 M. Dalton McCarthy qui commença la campagne au Manitoba. M. Greenway et Martin suivirent et passèrent la loi que M. Sifton appliqua. C'est alors que se souleva la question. Les conservateurs n'avaient rien à tirer de l'agitation, les libéraux avaient tout à y gagner et ils s'efforcèrent d'exciter le fanatisme le plus bas et le plus vulgaire sur cette question, tandis que les conservateurs tentaient de la régler par les voies constitutionnelles.

Maintenant, "La Patrie" reprend ce jeu, elle entonne la trompette contre les fanatiques, contre les conservateurs d'Ontario, qu'elle appelle des Tories. Et pourtant, qui a tenu bon pour le bill réparateur? Qui, sinon les conservateurs anglais, qui ont maintenu la constitution et les droits de la minorité. M. Fairbairn, un orangiste, député de Victoria, a voté pour le bill réparateur par pure idée de justice et il a payé cet acte de moment. Quels sont les libéraux qui ont fait cela?

L'acte du cens électoral devait être supprimé aussi, disait le programme libéral, et c'était une réforme que demandaient bien des conservateurs, mais ce n'était pas un gâchis comme celui qui a été créé à la dernière session qu'ils désiraient. Ce qu'ils voulaient, c'était une réforme et non un acte informe. On l'a vu fonctionner, cet acte, au dernier plébiscite où il s'est passé 40 à 50 mille télégraphes dans la province de Québec.

Sir W. Laurier proteste, mais s'il veut promettre une enquête, il aura les preuves sous trois jours. Le premier ministre a voulu imposer à l'Alliance qui lui exposait les fraudes commises une commission de sa composition, et l'Alliance a noblement refusé, ne voulant pas avoir affaire à autre chose qu'une commission offrant quelques garanties au moins apparentes de la plus élémentaire impartialité.

La réforme du Sénat est un cheval de bataille sur lequel grimpent successivement les libéraux. Comment se fait-il que le discours du trône n'en fasse

pas mention? C'est bien simple. Lorsque Sir W. Laurier fit à Montréal le discours où il lança ce projet, il n'avait aucune intention d'en faire un article de programme; c'est M. Tarte, son directeur de conscience, qui lui donna le cri pour être profitable et le cri est resté. Pourtant, il y a des libéraux qui se disent en faveur de l'abolition du Sénat, mais on sait ce que cela veut dire. M. Mercier avait promis d'abolir le conseil législatif; il l'a conservé et renforcé. Le gouvernement se plaint de l'échec fait à sa politique du Drummond et du Yukon. Mais il aurait dû alors en appeler au peuple et s'il était revenu de l'affaire du Yukon avec une vingtaine de voix seulement de majorité, croit-on qu'il aurait demandé aussi ardemment la réunion des deux chambres?

En parlant du Drummond, on disait que cette ligne allait faire disparaître les déficits de l'Intercolonial. Au lieu de cela, l'Intercolonial à cette année un déficit de \$209,000, sans compter \$70,000 de loyer. Cela n'a pas été tout perdu, le Drummond, s'il n'a pas bénéficié à l'Intercolonial, a sûrement bénéficié à M. Greenshields et à la "Patrie." Mais qu'y a-t-il sous roche? Sir W. Laurier dit d'un ton dégagé qu'un bill sera présenté à nouveau et que s'il ne passe pas, il s'en lave les mains, laissant au sénat la responsabilité. C'est bien simple, depuis que le gouvernement a loué la ligne, la compagnie a eu \$6,400 par mille pour construire 42 1/2 milles, ses rails ont été renouvelés, la voie a été mise en état. La compagnie est prête à reprendre sa ligne.

Maintenant, on parle d'autre chose, on parle de l'Atlantique et Lac Supérieur Ry., qui aurait dû être le complément de l'Intercolonial. On sait pour quoi M. Buneau a résigné et pourquoi M. Guité a résigné. Ils voulaient avoir des promesses et ils en ont eu. Cette année, la sollicitude du gouvernement va se reporter sur cette ligne, et la bouderie, les bris de vitres, sont la façon ordinaire d'obtenir quelque chose de ce gouvernement.

Accepter d'être sénateur dans les conditions prévues par le premier ministre, serait une honte. En quoi, le premier ministre a failli ne pas obtenir de l'hon. M. Marchand, qu'il fasse une déclaration en Chambre, favorable à la mesure et il a fallu que M. Tarte descende à Québec pour mettre les fers et expliquer à M. Marchand que s'il ne faisait pas quelque chose qui pût être interprété favorablement au plan Laurier, son bill, créant trois juges à Montréal serait complètement mis de côté, par le gouvernement fédéral.

Le plébiscite est encore une des idées géniales de ce gouvernement libéral. Cette mesure, absolument en opposition à toute idée constitutionnelle anglaise, a eu au moins pour effet de nous montrer la bonne entente qui règne entre les ministres qui allaient chacun de leur côté, les uns combattre, les autres appuyer la mesure et cela, pour aboutir à la plus gigantesque farce qui se soit jamais jouée au Canada.

Le service postal, dont se vante le gouvernement, est dans l'état le plus pitoyable. Tous les jours les facteurs de la poste se désolent d'être réduits à la misère, par la rapacité du maître général des postes, qui a fait, dans les contrats de courriers, des réductions telles que l'efficacité du service est mise en péril. Au point de vue politique, on devrait s'en réjouir, car ce sont autant de votes qui s'enregistreront contre les

libéraux, aux prochaines élections.

Le gouvernement devrait abolir les subventions aux chemins de fer; au lieu de cela, en 1897, il a renouvelé des subventions, à 82 lignes, et a accordé plus de \$2,000,000 de subventions à des lignes nouvelles.

Un autre point me frappe, c'est de voir le goût immodéré de ce gouvernement pour tout ce qui est américain; les locomotives et les wagons de chemins de fer sont achetés aux Etats-Unis, quand tant d'ouvriers canadiens seraient heureux de les faire, mais ils s'en souviennent, le jour du vote; le gouvernement a besoin de cartes pour le département de l'intérieur, et les fait faire à Chicago; le département de la milice a de vieux fusils à vendre, il les vend aux Etats-Unis. Pourquoi cette faveur générale dans les départements? Allons-nous finir de nous trainer aux genoux des Américains?

L'immigration, on nous dit qu'elle est prospère. Nous avons un millier d'agents, une armée qui tirent des salaires considérables. Où sont-ils, que font-ils? Ils nous amènent des Doukhobores, des hommes qui vendent leurs femmes; voilà une jolie morale à inculquer et une belle race à implanter sur notre belle race à implanter sur notre sol.

Pour le Yukon, si le gouvernement est indemne, si son administration n'a rien à se reprocher, pourquoi refuser une enquête impartiale?

Revenons aux élections partielles. On sait comment ces Messieurs les remportent. Dans chaque comté il y a un coin, un élément mauvais, et c'est celui-là qu'ils travaillent en faisant appel aux appétits physiques ou au fanatisme irraisonné des masses. Comment, dans Québec, j'ai entendu des orateurs crier dans les élections, qu'il fallait voter pour M. Laurier, parce que les conservateurs allaient acheter \$3,000,000 de fusils, pour les mettre entre les mains de Canadiens et les envoyer dans les déserts d'Afrique, combattre pour l'intégrité de l'Empire.

Mais nous avons confiance de remporter les élections générales si nous avons fair-play: si on ne bourre pas les boîtes comme pour le plébiscite. Cependant comment espérer cela des libéraux, eux qui après avoir inventé le scrutin secret ont été les premiers à le prostituer dans la fameuse affaire de la Trappe de Ste Anne. Si Québec est libre, il se prononcera contre ses maîtres actuels, mais il ne faudra pas que l'organisateur en chef des libéraux, le ministre des travaux publics, vienne comme il l'a fait en 1885 à Ste Hénédine faire écraser les paisibles électeurs à coup de crowbars par les employés de l'Intercolonial.

Et maintenant, j'ai démontré, je crois, que ce gouvernement n'a pas de politique, s'il a une politique, elle est absolument négative. Sir W. Laurier n'est pas le maître. Il est mené par M. Tarte qui agit comme docteur et fait digérer à ses collègues toutes les pilules qui ne conviennent pas à leurs palais. Il fait avaler la protection à tout le Cabinet.

On trouvera peut-être que je ne mets pas beaucoup de bienveillance pour parler de M. Tarte: mais, a-t-il eu de la bienveillance pour son ancien protecteur, sir Hector Langevin, et pour l'hon. M. McGreevy.

Et M. Bergeron termine son discours par une charge à fond de train contre l'hon. M. Tarte.

SEED WHEAT

Choice Re-cleaned Imported, in Cotton Bags, at the following

low prices for cash,
Manitoba Red Fyfe \$2.75 Bags of 2 B.
Manitoba White Fyfe 2.75 do
White Russian 2.75 do
Colorado Bearded 2.60 do

Delivered free on cars Summerside

Brace McKay & Co.

SUMMERSIDE, P. E. ISLAND
March 31th. 1899

SYSTEM OUT OF WHACK ?

Got "that tired Feeling ?"

Your system is run down, you are out of sorts, and you need something to

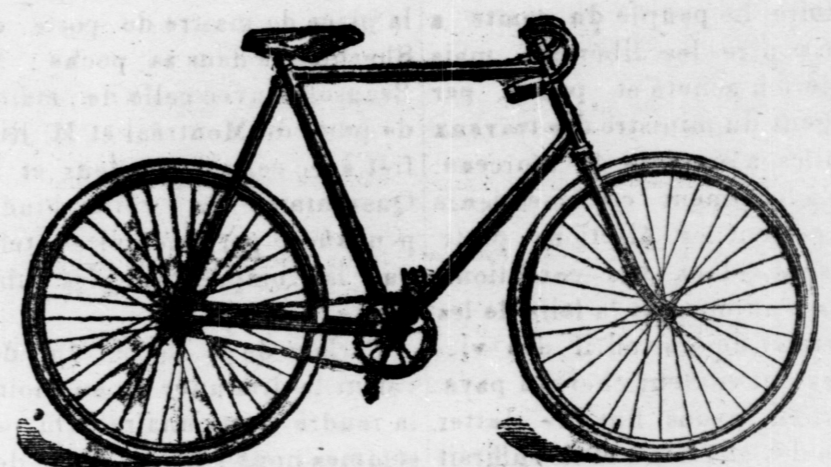
TONE UP

Your system. You needn't consult a doctor. Come to us and we will supply you with a Sarsaparilla or other tonic that will fix you up till you feel like new and can enjoy some of our fine cigars. It will cost you nothing for a prescription, and only a nominal amount for a first class tonic for

Our prices are right.

CHARLES DALTON

Tignish.



HOW ABOUT THAT BICYCLE of yours ?

Is it all ready for the first dry roads ?
Is it looking as well as you would like to have it.
If there is anything you want done to it, now is the time to have it attended to
Be ready to take advantage of the first wheeling.
Enamelling (Baking process) and all repairing done at reasonable prices.
All work guaranteed.
Send in your wheel now.

Rogers and Rogers
PRINCE COUNTY BICYCLE DEPOT
Summerside, March 23rd 1898

BEAUTIFUL BRITAIN.



The Scenery and the Splendors of the United Kingdom,

Royal Residences, Palaces, Castles, Bowers, Hunting Lodges, River Banks and Islets, Abbeys and Halls, The Homes of Princes, Views of Noted Places, Historic Landmarks and Ancient Ruins in

The Lands of Rose and Thistle

A magnificent collection of views, with elaborate descriptions and many interesting historical notes. Text set within emblematic borders, printed in a tint. A fine example of up-to-date printing.

Large quarto volume (11 1/2 x 13 1/2 ins.), 85 pages. Extra enameled paper. Extra English cloth, emblematic embossing in ink and gold.

Views of Stately Houses, Photographs, Taken by Her Majesty, The Queen, and By favor of the Noblemen and Gentlemen who Own these Historic Places

FOR all Americans there is an unending interest in the scenes and places of that historic little country that gave us our laws, our language, our conquering instinct and our faith. Divided many times by the bitterness of those contests that have made us what we are, she turns again to us and we to her, as the Mother Land whose splendid story is also so largely ours, and in common with whom we claim the genius of Shakespeare, the laws of Alfred, and the dominant instinct of that Saxon lineage which wins and conquers and subdues by processes known to us two alone; the American and the British side by side. And as the centuries have passed England has grown nearer to us. She is no longer a far-off land of which we have only heard. The first voyages of those who made America, and made it English, occupied nine stormy and perilous weeks. It required two centuries to reduce that time one-half. Now our green years we have talked with England under the sea in a common language, about common interests. To go and to return is an incident of daily life. The Saxon, English and American, travels more than any other man, and with a stouter purpose to see, to know and to appreciate. England and America exchange visits every year in the person of thousands of individuals. The Briton finds with us brighter skies, and higher mountains, and larger rivers, and broader lakes, and taller trees, and more stupendous waterfalls than his islands know. And for the old, the storied, the historic, we go to him. What he has is in a sense our own. It is a hand-made and a time-mellowed beauty; for us the beauty of history and association, ours as well as his. We give him the story of our common race written in piled stones and clustering ivy, representing the toil and hope of centuries; a toil and hope which we inherited, and whose memorials are also ours.